



Année internationale de l'eau douce - 2003

Photos couverture : Gervais L'Heureux, Louis-Joseph Goulet (CECI).

Ce rapport existe aussi en anglais et en espagnol. Tirage : 2 500 - Imprimé sur papier recyclé

© CECI, août 2003

Sommaire

| | | |
|--|-----------|-----------|
| Mot de la présidente et du directeur général | | 2 |
| Vision et objectifs stratégiques 2003-2008 | 3 | |
| Membres de la Société | 3 | |
| Des partenariats d'avenir | | 4 |
| Une année d'une exceptionnelle intensité | | 5 |
| Le CECI dans les régions | | 6 |
| Merci à nos donateurs | 11 | |
| États financiers | 12 | |
| Le CECI dans le monde | | 16 |

COORDINATION ET RÉDACTION Robert Hazel

COLLABORATIONS Ginette Chalifoux, Jocelyne Dallaire, Claude Perras, etc.

CONCEPTION ET RÉALISATION Corégraph communications

LE CECI



La mission du CECI est de combattre la pauvreté et l'exclusion. À cette fin, le CECI « renforce les capacités de développement des communautés défavorisées ; il appuie des initiatives de paix, de droits humains et d'équité ; il mobilise des ressources et favorise l'échange de savoir-faire. »

Le CECI est régi par un Conseil d'administration formé de bénévoles élus par les membres réunis en assemblée générale annuelle. Sa base corporative est constituée de près de 100 bénévoles provenant de divers milieux : institutions religieuses, universités, affaires, organismes à vocation internationale, anciens volontaires du CECI, autres provenances. L'assemblée générale annuelle s'est tenue à Montréal le samedi 21 septembre 2002.

L'organisme réalise sa mission dans le cadre de partenariats avec des organisations basées dans les pays en développement et en lien avec des partenaires au Canada ou dans divers autres pays du Nord : France, Australie, États-Unis, etc. Il est membre de divers regroupements, dont le Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI, Ottawa), l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI, Montréal), le Forum international de Montréal et le *Small Enterprise Education and Promotion Network (SEEP, Washington)*.

MOT DE LA PRÉSIDENTE et DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Planification stratégique, élaboration d'un nouvel énoncé de vision, développement d'alliances et de nouveaux réseaux : le CECI s'est offert en 2002-2003 un programme ambitieux. Les orientations qui en découlent, et qui ont été adoptées par le Conseil d'administration en septembre 2002, guideront le CECI au cours des cinq prochaines années et le conduiront à l'aube de son 50^e anniversaire.

Un mot clé résume aujourd'hui la stratégie du CECI : **partenariat**. Et c'est sous cet éclairage que nous vous invitons à prendre connaissance de la vision et des objectifs stratégiques 2003-2008, reproduits ci-contre.

Pour demeurer un leader dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion (énoncé 1), le CECI doit cibler ses programmes outre-mer autour de ses principaux secteurs de compétence et s'investir dans divers **réseaux** internationaux, notamment ceux de l'économie sociale et du commerce équitable.

Pour devenir le canal principal des Canadiens et Canadiennes vers la coopération internationale (énoncé 2), le CECI doit diversifier et aller au-delà des formules traditionnelles de coopération en créant des **liens** avec d'autres organisations, ici et à l'étranger. Ce travail est déjà bien lancé, comme en témoignent les partenariats établis durant l'année avec l'EUMC et Congé solidaire.

Pour promouvoir ses compétences en interventions dites « post-urgences » – réhabilitation, reconstruction, relance des activités, réunification des familles – (énoncé 3), le CECI doit conclure une alliance avec une organisation majeure spécialisée dans les actions de première urgence. Pour assurer un plus grand rayonnement et une reconnaissance accrue à ses actions et à celles de ses partenaires (énoncé 4), le CECI doit améliorer ses communications, notamment en **s'associant** à des campagnes de lutte contre la pauvreté et la violence.

Enfin, le CECI doit pouvoir compter sur toutes les personnes qui font partie de l'organisation (énoncé 5) : employés au siège et à l'étranger, canadiens et nationaux, coopérants actuels et anciens coopérants, stagiaires, membres de la Corporation et du conseil d'administration. C'est en créant des **synergies** et des occasions d'enrichissement mutuel entre ces personnes que le CECI parviendra à atteindre ses objectifs.

Voilà le programme que nous proposons pour l'avenir. Pour demeurer un bon outil de développement des communautés, le CECI se doit de relever encore plus haut la barre des exigences qu'il se fixe pour lui-même. Toutes les organisations œuvrant en coopération internationale ne sont-elles pas appelées à en faire autant, compte tenu de l'ampleur des défis à relever ?



DANIELLE SAUVAGE
présidente du conseil



MICHEL CHAURETTE
directeur général



PHOTO : CAROLINE SAVARIA / LE PHOTO-MATIN



Le conseil d'administration du CECI en 2002-2003

DE G. À D., LUCIE BLONDEAU () DANIELLE SAUVAGE-PRÉSIDENTE () PIERRE PICHETTE-VICE-PRÉSIDENT () PATRICIA BORLACE-TRÉSORIÈRE () À L'AVANT-PLAN ; À L'ARRIÈRE PLAN, BERNARD DECALUWÉ () CAROLINE MARCEL () LOUIS-JOSEPH GOULET () MONIQUE VÉZINA () RAYMOND BATHIE () MICHEL CHAURETTE-SECRÉTAIRE.

())

LE DERNIER DES PILIERS

HISTORIQUES DU CECI N'EST PLUS

Le 2 mai 2003, en Ouganda, s'est éteint **Édouard Trudeau**, jésuite. Des trois signataires de la demande d'incorporation du CECI en novembre 1968, celui qu'on a qualifié d'« indomptable optimiste », de « serviteur des réfugiés et des plus démunis » ou encore de « bâtisseur » était le seul qui vivait encore. Il était membre honoraire du CECI. Jusqu'au moment de son décès, survenu à l'âge de 85 ans, Édouard Trudeau, toujours actif, suivait avec intérêt l'évolution du CECI.

M. Paul-Emile Lamy, un membre de la Corporation est décédé au cours de l'année.

VISION et OBJECTIFS STRATÉGIQUES 2003-2008

Énoncé 1

Le CECI est un leader au sein d'un réseau international de partenaires qui lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Son expertise réside principalement dans le renforcement des capacités de développement. Ce renforcement se traduit par un processus structuré de partage de compétences, par une mobilisation des acteurs de changement dans des actions à portée locale, régionale et internationale et par l'influence que le réseau exerce auprès de l'opinion publique, des gouvernements et des bailleurs de fonds.

Énoncé 2

À l'échelle nationale, le CECI est, grâce à son réseau de partenaires, le canal principal de participation des Canadiens et des Canadiennes à la coopération internationale. Il offre des formules variées de coopération directe, telles que des échanges, des stages, le volontariat international, la consommation responsable, le tourisme social et les congés solidaires.

Énoncé 3

Le CECI est un partenaire privilégié pour des organisations humanitaires spécialisées en première urgence; il complète leur travail en ce qui a trait à la reconstruction et au renforcement des capacités locales à faire face à de nouvelles crises.

Énoncé 4

Les communications sont au cœur de nos stratégies de changement social et de nos prises de position. Le CECI participera notamment à des campagnes de lutte contre la pauvreté et la violence.

Énoncé 5

Le mode de gouvernance et la structure organisationnelle sont les moteurs de cette vision stratégique et des partenariats à développer. Les gens du CECI se reconnaissent dans les valeurs de l'organisation. Ils apprécient l'enrichissement et l'épanouissement que leur procure leur milieu de travail.

MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

Membres honoraires

Diane Bachand – Maurice Carel – Gisèle Guilbault – Gilles Pion – Jean-Marie Roy
Fabienne Vachon

Anciens coopérants

Patricia Borlace – André Bouvette
Jean-François Deschênes – Johanne Journeault – Myriam Lafrance – Valérie Lavergne – Clémence Leblanc – Lucie Lippé – Caroline Marcel – Gigi Marchessault – Nicole Morais
Radegonde Ndejuru – Marie-Marthe Ouellet – Sylvie Painchaud – Élisabeth Parent – Charles Pouliot – Patricia Riel
Jocelyne Rochon – Anne-Marie Saulnier
Sylvie Tremblay

Milieu de la coopération internationale

Raphaël Assor – Michel Chaurette
Jean-François Cloutier – William Cosgrove – Jean-Claude Desmarais
Ernest Hébert – Michèle Jodoin – Pierre-Marc Johnson – Pierre Juneau – Jean-Luc Legros – Marie Naltchayan – Michel Samson – Thérèse Sévigny – Martha Stone – Monique Vézina

Membres issus des milieux universitaires

Manon Bourgeois – Jean Cadieux
Claude Corbo – Bernard Decaluwé
Fernand Potvin – Michel Roy
Jacques Tousignant – Jean Vincelette

Institutions religieuses

Pierre Bélanger – Lucie Blondeau
Mario Dufour – Louis-Joseph Goulet
André Lamothe – Jean-Guy Lanthier
François Lapierre (Mgr) – Marcel Lefebvre – Jacques Levac – Gilles Lussier (Mgr) – Michel Marcil
Mireille Morin

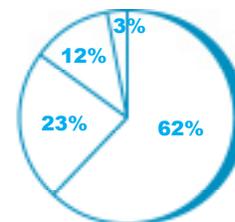
Milieux d'affaires

Raymond Batrie – Nicole Beaudoin
Christiane Beaulieu – Michel Bélisle
Pierre Bibeau – Monique Daigneault
Marie-Andrée Delisle – Georges Désilets
Pierre Dion – Guy Dufresne – Pierre Émond – Claude Généreux – Luc Lavoie
Jean-Robert Leclerc – Paul Leduc
Andrée Lemarier – Gaétan Lussier
Pierre Parent – Michel Pauzé – André Payette – Pierre Pichette – Denyse Robichaud – Trung Nguyen

Autre provenance

Robert Bisailon – Nicole Boily – Antonin Boisvert – Mario Cardinal – Louise Carré
Pierre F.Côté – Bernard Hervieux
Michaëlle Jean – Robert Letendre
Nancy Neamtan – Claude Papineau
Jean Pelletier – Paule Sainte-Marie
Danielle Sauvage – Jean-François Simard – Karen Spierkel

Provenance des revenus en 2002-2003



ACDI : 62%
Autres bailleurs de fonds* : 23%
Valeur des services professionnels rendus par les volontaires : 12%
Collecte de fonds : 3%

** Banque mondiale, USAID, PNUD, HCR, FEM, AusAID, ministère des Relations internationales du Québec, diverses fondations, etc.*

DES PARTENARIATS D'AVENIR



DE G. À DR., PAUL DAVIDSON, DIRECTEUR GÉNÉRAL (EUMC / WUSC), CLAUDE PERRAS, DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT (CECI), ANGÈLE TOUCHETTE, DIRECTRICE DU PROGRAMME GÉNÉRAL (EUMC), BARBARA LEVINE, DIRECTRICE POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL (EUMC), ET MICHEL CHAURETTE, DIRECTEUR GÉNÉRAL (CECI). PHOTO : GILLES ST-AMAND (CECI)

L'Entraide universitaire mondiale du Canada (Ottawa) et le CECI ont conclu une alliance en vue d'un programme unifié et innovateur de coopération volontaire sur cinq ans. Les deux organisations sont déjà parmi les principales agences canadiennes d'envoi de volontaires. Si l'ACDI, dont la première réaction a été favorable, accepte la proposition déposée en juin 2003, le CECI et l'EUMC mettront en œuvre le plus important programme du genre dans l'histoire du pays. Notre conseil d'administration a approuvé le concept du programme en mars, puis avisé

en mai le choix des pays et secteurs d'intervention. Celui de l'EUMC a fait de même. Les pays sélectionnés sont les suivants : Botswana, Burkina Faso, Ghana, Guinée, Malawi, Mali, Niger, Sénégal et Tanzanie (si le budget le permet), avec des échanges Sud - Sud avec le Bénin et le Zimbabwe ; Népal, Sri Lanka et Vietnam, avec des échanges avec le Bangladesh, le Cambodge et l'Inde ; Bolivie, Guatemala et Honduras (si le budget l'autorise), avec des échanges avec le El Salvador, l'Équateur, le Pérou et Haïti.

Si l'ACDI devait endosser la proposition soumise, plus de 1 000 participants (incluant les homologues du Sud) et plus de 100 groupes partenaires de toutes les provinces du Canada et de 15 pays du Sud auront été impliqués dans le programme en 2009. On s'attend à ce que le lancement du nouveau programme soit annoncé le 5 décembre 2003, Journée internationale du volontariat. Il devrait démarrer en avril 2004.



Au cours de l'année, le CECI a encadré treize missions de coopération de courte durée réalisées au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Sénégal par des volontaires français. Leurs interventions ont porté principalement sur le renforcement des capacités de membres d'organisations déjà partenaires du CECI. Les partici-

pants et leurs homologues africains ont été plus que satisfaits des résultats obtenus du point de vue du transfert des compétences et de la connaissance de l'autre culture. En conséquence, l'entente entre **Congé solidaire** (Paris) et le CECI a été renouvelée. Le partenaire recrute ses volontaires dans les entreprises françaises, qui contribuent elles-mêmes aux frais du programme. Un accord a été signé entre les deux parties selon lequel le CECI va graduellement implanter la formule des « congés solidaires » au Canada.

UNE ANNÉE D'UNE EXCEPTIONNELLE INTENSITÉ

()))) L'ESPRIT DE PARTENARIAT SE MANIFESTE SUR LE TERRAIN COMME AU CANADA. AINSI, LE CECI COLLABORE AVEC PLUS D'UNE CENTAINE D'ORGANISATIONS LOCALES OU RÉGIONALES EN AFRIQUE, EN ASIE, DANS LES AMÉRIQUES ET EN EUROPE ORIENTALE. QUELQUES-UNES DE CES ORGANISATIONS SONT MENTIONNÉES PLUS BAS.

L'année du partenariat

S'agissant de l'envoi de volontaires, des ententes ont été poursuivies, concrétisées ou signées avec le Centre international de résolution de conflit et de médiation (Montréal), le programme Québec sans frontières, Ingénieurs sans frontières (Toronto), le Groupe de formation Nouveau-Brunswick (Fredericton), la Société éducative de l'Alberta (Edmonton), le Centre de formation en coopération interculturelle (Rivière-du-Loup), la Société des missions étrangères (Laval), les Sœurs missionnaires de Notre-Dame d'Afrique (Montréal) et, plus récemment, Initiative Expérience Communautaire (Montréal). En ce qui concerne le commerce équitable, le CECI a mené des actions avec la boutique MondÉquitable (Montréal), Équiterre et une entreprise spécialisée en tourisme conseil (Marie-Andrée Délisle et Associés). En matière de réinsertion sociale et de consommation responsable, nous avons cheminé avec Renaissance (Montréal). Nous avons exploré des pistes avec la *Hospices Association of Ontario*.



ISABELLE ST-GERMAIN (ÉQUITERRE), ANTONIA RODRIGUEZ DE MOSCOSO (ASSOCIATION ARTISANALE BOLIVIENNE SEÑOR DE MAYO) ET CAROLINE MARCEL (MONDÉQUITABLE, MEMBRE DU C.A. DU CECI) LORS D'UNE CONFÉRENCE PUBLIQUE SUR LE COMMERCE ÉQUITABLE EN NOVEMBRE 2002 À MONTRÉAL. PHOTO : GILLES ST-AMAND (CECI)

Une présence plus forte sur la scène publique canadienne

Nos activités ont retenu l'attention des médias à maintes reprises au cours de l'année, notamment lors de la Semaine du développement international (février 2003). Nous avons organisé quatre tournées dans la région montréalaise et ailleurs au Québec avec des délégations venues du Sud : commerce équitable (Bolivie, Guatemala) et développement agricole

(Sénégal, Macédoine). Avec Via le monde (D.B.), le CECI a coproduit « La crise du café », un film tourné au Guatemala, qui fut lancé à Montréal avec la participation de TransFair (Ottawa).

Notre site Internet s'est enrichi d'un album photos sur la coopération internationale, fruit d'un concours tenu à l'interne en 2002. Grâce à un financement d'**Industrie Canada**, nous avons lancé un site distinct sur la coopération internationale en partenariat avec la Société éducative de l'Alberta (SÉA). Ce site a été qualifié d'« histoire à succès » par un membre du personnel du programme Franccommunautés virtuelles d'Industrie Canada, où il est hébergé.

Le dialogue sur les politiques de développement

Nous avons défendu le rôle des organisations de la société civile et des organismes d'envoi de volontaires comme partenaires du développement. Au Canada, lors de rencontres privées ou concertées, plusieurs représentations ont été faites en ce sens par notre direction générale auprès des responsables de l'ACDI, de la ministre responsable de cette agence, du comité parlementaire des finances et de l'Association canadienne des parlementaires francophones. D'autres démarches ont été menées via le CCCI, le regroupement des organismes d'envoi de volontaires et l'association des directeurs généraux d'organismes spécialisés en développement international. Notre directeur général a pu observer sur place le travail d'organismes de volontariat international en Afrique du Sud et au Mozambique. Il a été invité comme personne ressource aux Entretiens du Centre Jacques Cartier à Lyon en France. Notre directeur général adjoint a agi comme consultant pour l'accréditation des ONG d'envoi de volontaires en Australie.

Nous avons participé aux consultations sur les orientations de l'aide canadienne à l'Afrique, la définition des orientations de la future politique d'appui au développement agricole de l'ACDI (mémoire déposé) et la mise à jour de la politique extérieure canadienne. Nous sommes représentés aux conseils d'administration de l'AQOCI, du Forum international de Montréal et

du Groupe d'économie solidaire du Québec. Le CECI a pris part à des échanges sur le micro-crédit, les nouvelles pistes de développement (FSM, Porto Alegre), le Vietnam, le développement en Afrique, etc.

()))PLACE AUX JEUNES !

En plus des 19 jeunes volontaires affectés au Sud dans le cadre de diverses ententes, le CECI a accueilli à son siège social huit stagiaires en comptabilité, communication ou collecte de fonds.

Le CFÉC en vitesse de croisière

Divers contrats de consultation ont été réalisés par le centre de formation, étude, conseil, une composante issue de la restructuration de 2000-2001 :

()))

MESURES ET SUIVI DE LA PAUVRETÉ

appuis techniques et formation au Burkina Faso, en Inde, au Népal et au Vietnam
client : CRDI

DROITS, PAIX ET DÉMOCRATIE

étude sur une approche de développement fondée sur les droits - client : ACDI
genre et développement en Égypte
client : ACDI

RÉSOLUTION DES CONFLITS

étude sur les conflits miniers en Bolivie et sur les mécanismes de dialogue les plus efficaces pour les aplanir, menée en lien avec l'Université catholique de Bolivie - client : CRDI

SERVICES D'APPUI AUX ENTREPRISES

renforcement du secteur coopératif cotonnier au Tchad - clients : Banque mondiale et Japon

Plus de 225 personnes ont suivi nos cours à Montréal et Québec : initiations à la coopération internationale et à la résolution des conflits. Des formations sur les droits humains ainsi que sur l'approche Égalité - équité entre les sexes ont été dispensées au personnel de l'ACDI. Plus de 150 personnes, en majorité des nationaux, ont bénéficié d'une formation en coopération interculturelle dans cinq pays d'Afrique. Par ailleurs, le CECI a été agréé par le gouvernement du Québec comme « service de formation » pour son propre personnel.

LE CECI DANS LES RÉGIONS

Les Amériques

ÉQUIPE DÉCENTRALISÉE EN 2002-2003

70 EMPLOYÉS NATIONAUX

ET 4 EMPLOYÉS CANADIENS

55 VOLONTAIRES CANADIENS

(CONTRATS DE LONGUE DURÉE)

3 COOPÉRANTS ASSOCIÉS (CHILI) ET 8 JEUNES

STAGIAIRES CANADIENS (COURTE DURÉE)(*)

Dans le cadre de son programme d'envoi de volontaires (financé par l'**ACDI**), le CECI a poursuivi son travail dans les **Andes** en pacification et prévention ou résolution des conflits. Ainsi, 3 000 Péruviens (écoliers, professeurs et parents) et 3 000 enfants, 150 professeurs et quatre institutions de Bolivie ont été initiés à l'art de la négociation, alors qu'en Équateur, les efforts ont porté sur la violence conjugale en partenariat avec le *Centro*

Integral de la Familia. Plus de 900 familles péruviennes, 1250 familles équatoriennes et 1500 familles boliviennes ont bénéficié des appuis fournis par des volontaires à une centaine d'associations ou de groupements de producteurs principalement formés d'autochtones. Par exemple, à Chimborazo en **Équateur**, les 600 membres d'une association de productrices de plantes médicinales ont tiré profit de la commercialisation groupée et obtenu un prix moyen de 20 cents le kilo pour les plantes fraîches en 2003, contre moins de 8 cents en 2001. La production mensuelle vendue sur le marché a atteint les 10 tonnes. Ce projet a été financé par l'**ACDI** et par la **collecte de fonds** du CECI. Nous avons commencé à nous intéresser aux grands foyers de pauvreté que sont, en altitude, les mines artisanales. Au Pérou (département de Puno), des parents ont été sensibilisés au sort futur de leurs

enfants, trop souvent prisonniers d'un milieu de travail particulièrement ingrat et malsain. Le CECI a également obtenu le soutien de la **Fondation Charles Léopold Mayer** (Paris - Lausanne) pour la création à Quito d'un centre andin de formation pour leaders sociales.

Au **Guatemala**, l'ASOBAGRI, qui regroupe les producteurs de café organique et équitable de la région de Barillas, a 12% de plus de membres que l'an passé. Le prix payé à ses 900 sociétaires dépasse de 80% le prix du marché. Un acheteur japonais a voulu obtenir du café certifié ASOBAGRI, mais la récolte avait déjà été vendue à des grossistes américains. Cette association est soutenue par le projet Communautés en transition exécuté par le CECI et co-financé par l'**USAID** et le CECI. Par ailleurs, le Fonds de développement démocratique - FDD, un projet financé par l'**ACDI** qui en est à sa neuvième année, a apporté une assistance technique et financière à la commission nationale chargée de la lutte contre la corruption dans l'administration publique, le secteur privé et les secteurs sociaux. Le FDD a aussi donné un appui méthodologique aux commissions locales de transparence mises en place dans 23 municipalités par des tables de concertation réunissant des représentants de la municipalité, de la société civile et du secteur privé. La **Fondation Soros** a payé les frais de participation de la responsable du FDD, Mme L.A. de Paniagua, à la XI^e Conférence internationale contre la corruption (Séoul, avril 2003).

Au **El Salvador**, notre projet en sécurité communautaire mené dans deux municipalités avec le groupe OSA (Objectif Sécurité Action, Montréal) a été très bien coté parmi les initiatives de prévention communautaire de la délinquance et de la violence en milieu familial actuellement en cours dans ce pays. L'approche utilisée dans ce projet financé par l'**ACDI** a fait l'objet d'une publication en espagnol. Le projet rayonne maintenant dans la capitale San Salvador.

En **Haïti**, où nous étions impliqués en santé et dans la lutte contre la violence faite aux femmes et aux enfants en domesticité, nous avons mis en œuvre en 2003, en partenariat avec le CCISD (Québec), le Projet d'appui à la lutte contre les IST/SIDA (PALIH). Il s'agit d'une vaste initiative soutenue par l'**ACDI** et réalisée avec des intervenants locaux, dont la direction de la Santé

publique du département de l'Artibonite et la Fondation Esther Boussiquot. Déjà, plus de 300 personnes ont assisté au lancement du premier film haïtien sur les personnes vivant avec le SIDA. Il rend hommage à une femme qui, elle-même séropositive, prodigue aide et soins aux sidéens depuis les débuts de la pandémie dans le pays. Par ailleurs, plus de 562 familles de Carice et Mont-Organisé, de Grand Latanier et de Cayes - Jacmel ont bénéficié de notre concours : restauration de la fertilité des sols (179 ha), assainissement du milieu, réhabilitation et prise en charge de systèmes d'irrigation. Le **département de l'Agriculture des États-Unis** a financé cette dernière action.

Le développement des rapports Nord - Sud est crucial. En matière d'échanges équitables, il y a eu la tournée au Québec, en 2002, d'Antonia Rodriguez de Moscoso, de *Señor de Mayo*, une association d'artisanes boliviennes. Au chapitre du tourisme social et équitable, des partenariats ont pris forme entre des groupes au Guatemala, en Équateur, en Bolivie, la Société pour un tourisme durable et responsable (SODTER) et une entreprise montréalaise spécialisée en tourisme conseil. La Confédération des nations indigènes de l'Équateur (CONAIE) et la Société de communication Atikamekw-Montagnais (SOCAM, Québec) ont signé un protocole de coopération prometteur pour ce qui est de la radio.

() En Bolivie, les stagiaires du Centre de formation en coopération interculturelle (Rivière-du-Loup, Québec) sont encadrés par le CECI. Il y en a eu quatre durant l'année.*



CONSTRUCTION D'UNE RETENUE D'EAU. PHOTO: CECI-HAÏTI

En Afrique

ÉQUIPE DÉCENTRALISÉE EN 2002-2003

155 EMPLOYÉS NATIONAUX
6 EMPLOYÉS CANADIENS
64 VOLONTAIRES CANADIENS
(CONTRATS DE LONGUE DURÉE)
9 VOLONTAIRES CANADIENS (COURTE DURÉE),
DONT 7 JEUNES STAGIAIRES
3 VOLONTAIRES CANADIENS ASSOCIÉS
(CAMEROUN) ET 13 VOLONTAIRES FRANÇAIS
(COURTE DURÉE)

En ce qui a trait aux actions à portée régionale, trente organisations de **Guinée**, du **Mali** et du **Burkina Faso** se sont constituées en réseaux nationaux influents dans le cadre du projet régional Droits et citoyenneté des femmes - DCF (financé par l'**ACDI**). La participation à l'élaboration du projet de Protocole additionnel à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples sur les droits des femmes a été accrue. Dans les **Grands Lacs**, le programme « Action citoyenne pour la paix » (financé par l'**ACDI**) a soutenu les actions de partenaires locaux engagés dans leur communauté. Ainsi, le CADI a formé 200 promotrices de paix et jeté les bases d'un dialogue avec les autorités locales sur les effets de la guerre chez les femmes dans l'est de la République démocratique du Congo. AJPRODHO, une organisation rwandaise travaillant dans les écoles, a créé 29 clubs de droits humains et sensibilisé plus de 7 000 jeunes aux droits humains et à la tolérance.

Au **Burkina Faso**, des initiatives d'appui aux partenaires, dont le projet Information, éducation et communication Santé - Sida, financé par le **ministère des Relations internationales du Québec**, ont été lancées dans la capitale, Ouagadougou. La population de Yako, au Passoré, a collaboré à la mise sur pied d'un système de suivi participatif de la pauvreté. Les organisations économiques de la région Centre - Nord, qui regroupent des dizaines de milliers de producteurs et productrices, disposent d'un mécanisme de concertation. Les 2000 femmes impliquées dans la fabrication du beurre de karité ont vu leur part de marché augmenter de plus de 50 % pour des gains additionnels de 92 millions de francs cfa (220 000 dollars canadiens). Deux importants clients européens renouvellent leurs commandes chaque



MARAÎCHÈRES NETTOYANT DES CAROTTES EN VUE DE LEUR COMMERCIALISATION. PROJET PAEP (CECI-ACDI), RÉGION DES NIAYES, SÉNÉGAL. PHOTO: JOCELYNE DALLAIRE (CECI)

année. Financé par la **coopération française** et réalisé avec la Chambre de commerce du Burkina Faso et Tech-Dev, ce projet est appuyé par des volontaires et des employés du CECI.

En **Guinée**, huit communautés rurales (120 000 personnes) de la Moyenne Guinée se sont dotées d'un plan de développement et ont construit des écoles primaires et des postes de santé et aménagé des points d'eau potable et des ponceaux ou buses. Retenu comme opérateur du Programme d'appui aux communautés villageoises (PACV) financé par la **Banque mondiale**, le CECI a renforcé les capacités de gestion des élus et acteurs de la société civile dans ces huit municipalités. Soutenu par ses **donateurs**, le CECI a apporté une contribution importante au bien-être de milliers de réfugiés libériens et sierra-léonais installés dans deux camps de même qu'à Conakry. Les

bénéficiaires et le **HCR** ont exprimé leur satisfaction quant aux services rendus par nos équipes.

Au **Mali**, l'Agence de promotion des filières agricoles - APROFA et la **Banque mondiale** (bailleur de fonds) ont apprécié l'apport du CECI à un projet de démonstration des techniques de production maraîchère. À Niafunké (Tombouctou), avec le concours de deux ONG locales, plus de 20 000 personnes (19 villages) ont bénéficié de nouveaux équipements : huit puits, un forage équipé, sept écoles et un centre de santé secondaire tout équipé, mais aussi d'activités de sensibilisation et de formation se rapportant à la santé et à l'éducation. Cinq unités moulin - décortiqueuse et sept puits à grand diamètre ont aussi été installés et trois mares ont été aménagées pour l'agriculture. Des comités ont été créés et formés pour la réalisation ou la gestion de ces ouvrages. Ces travaux ont été réalisés dans le cadre du Projet d'appui aux initiatives de base (PAIB), une initiative de lutte contre la pauvreté dans l'une des régions les plus démunies du pays, financée par la **BM**. En 2002, le CECI a entrepris d'appuyer des groupes de productrices de karité du Mandé en vue de futurs contrats avec des fabricants européens de cosmétiques.

Au **Niger**, la collaboration du CECI est de plus en plus recherchée pour des projets de renforcement de la société civile, de lutte contre le VIH/SIDA et de développement communautaire. En cours depuis deux ans à Agadez, Tillabéri et Zinder, le projet d'appui au développement de l'éducation non formelle financé par l'**ACDI** a plusieurs réalisations à son actif : 24 opérateurs en alphabétisation capables de livrer des programmes d'alphabétisation de qualité, 571 nouveaux centres d'alphabétisation, 15 660 personnes alphabétisées, dont 54% de femmes... Au vu de ces résultats, le gouvernement nigérien et la **Banque mondiale** ont fait appel au CECI pour couvrir quatre autres régions du pays.

En **République Centrafricaine**, nos actions en conservation de la biodiversité dans la forêt de Bangassou se sont poursuivies malgré le contexte (coup d'État en 2003) et la fermeture de la route reliant Bangassou à la capitale. La population



L'UN DES POINTS DE CHUTE DU PREMIER MINISTRE JEAN CHRÉTIEN DURANT SA TOURNÉE AFRICAINE EN MAI 2002 FUT DAKAR. ON LE VOIT ICI EN COMPAGNIE DE GENS DU CECI, DONT SYLVAIN MATTE, NOTRE DIRECTEUR RÉGIONAL AFRIQUE, À SA DROITE. PHOTO : CECI-SÉNÉGAL.

locale s'est réjouie de la poursuite des actions, en particulier les prêts fournis par un fonds de soutien aux entreprises communautaires. Une bande dessinée a été lancée à l'intention des élèves du secondaire pour les mobiliser en faveur de la préservation du milieu forestier et de sa faune. Ce projet est financé par le **Fonds pour l'environnement mondial** et le **PNUD**.

Au **Sénégal**, un partenaire, le *Réseau Sigil Jiggéen*, a poursuivi en toute autonomie ses actions de plaidoirie sur les droits et la citoyenneté des femmes. Appuyée par un projet financé par l'**ACDI**, l'Association des unions maraîchères des Niayes (AUMN) a vu ses capacités s'accroître, entre autres pour la commercialisation des oignons. Cet important acteur a été invité par le gouvernement du Sénégal à se joindre à l'élaboration du programme de développement des Niayes. Les producteurs et productrices agricoles de cinq localités de cette région ont mis sur pied des cadres de concertation et d'échange, dont un forum régional sur l'eau, ressource combien critique ici. Financé par la **Banque mondiale**, un nouveau projet de lutte contre la pauvreté a démarré à Louga. Les ménages les plus défavorisés y auront bientôt accès aux services sociaux de base.

En **Sierra Leone**, le CECI a lancé une opération de réinstallation pour réfugiés et personnes déplacées avec l'appui de l'**ACDI** (Aide humanitaire internationale) et de **donateurs**. Une école et

un poste de santé sont en reconstruction. Un programme de micro-crédit facilitera le lancement d'activités économiques par des personnes dans le besoin.

Signalons que la présidente du Conseil, Mme Danielle Sauvage, a effectué en 2002 une tournée au Sénégal, au Mali et en Guinée.

En Europe de l'Est

ÉQUIPE DÉCENTRALISÉE EN 2002-2003

UNE EMPLOYÉE

ET 2 CONSULTANTS CANADIENS

2 EMPLOYÉS NATIONAUX À PLEIN TEMPS

ET 4 À TEMPS PARTIEL (*MEMBRES D'ORGANISATIONS PARTENAIRES*)

Le CECI y développe un réseau de partenaires qu'il appuie via des transferts de compétences en développement socio-économique et en construction de la paix.

En **Macédoine**, nous avons renforcé la compétitivité de trois filières agro-industrielles (paprika, tomate et pomme) avec le concours de la *Macedonia Enterprise Development Foundation* (MEDF) et de l'**ACDI** (bailleur de fonds). Ces filières représentent 8 000 fermes familiales, dix entreprises de transformation et huit grossistes. Devenus des entités légales, ces collectifs ont établi des plans de développement triennaux. En 2002, dix délégués se sont familiarisés avec les méthodes de travail des tables de concertation par filière au Québec. La MEDF a assimilé l'approche « filière ». Les collectifs pourront compter sur le soutien nécessaire au-delà de la période du projet.

Dans le cadre d'un projet au **Kosovo** financé par **USAID** via l'*Aide à l'enfance* (États-Unis), nous avons contribué à améliorer la qualité des services offerts par des associations de producteurs agricoles à leurs membres en vue d'accroître les volumes de légumes mis en marché et transformés sur place. Notre partenaire local est le *Kosovo Development Centre* (KDC). Ce dernier est appelé à devenir un groupe conseil fort important.



VIETNAM: MARCHÉ AUX POISSONS HOI'AN
PHOTO : CAROLINE ROGER (CECI)

En Asie

ÉQUIPE DÉCENTRALISÉE EN 2002-2003

125 EMPLOYÉS NATIONAUX

6 EMPLOYÉS CANADIENS

41 VOLONTAIRES CANADIENS

(CONTRATS DE LONGUE DURÉE)

4 JEUNES STAGIAIRES CANADIENS

(COURTE DURÉE)

101 JEUNES STAGIAIRES AUSTRALIENS

(COURTE DURÉE)

En Inde, durant l'Année internationale de la montagne, le projet *Community-Based Economic Development* – CBED (financé par l'ACDI) a organisé à Mussorie (État de l'Uttaranchal) un symposium international sur l'agriculture en montagne. Les 150 participants : producteurs agricoles, responsables de coopératives, spécialistes du développement, représentants gouvernementaux, etc., sont venus de l'Himalaya, de la Cordillère des Andes, des Alpes, des Montagnes rocheuses et

d'ailleurs. Ils ont traité de sujets tels que les rôles et droits des femmes, l'essor des organisations de type coopératif, les enjeux de recherche et le savoir indigène. Intitulés *High Altitude Harvest: A Mosaic of Perspectives on Mountain Farming*, les actes du symposium ont été publiés en avril 2003. Des partenaires du CECI en Bolivie, au Vietnam, au Népal et en Inde y ont participé. L'ACDI, le CRDI, la CCA, le gouvernement de l'Uttaranchal, UTDASP, NABARD, la Ford Foundation, la Commonwealth Foundation, ICIMOD et le Mountain Forum ont cautionné l'événement. Également en Inde, deux projets de reconstruction ont été complétés au Gujarat, un État ravagé en 2001 par un tremblement de terre. Le bilan combiné de ces projets, menés avec des organisations locales : BAPS et RCT dans un cas, KVT et ANA dans l'autre, est remarquable : 763 habitations, 161 salles de classes, dix centres communautaires et 8 systèmes d'adduction d'eau. Le plus important de ces deux projets a été financé surtout par le *Gujarat Earthquake Relief*

Fund (Toronto), une initiative des Néo-Canadiens d'origine indienne.

Au Népal, un projet exécuté par une équipe du CECI a obtenu la cote « excellence » de la part de l'agence bilatérale américaine, USAID, compte tenu de son impact sur la rentabilité des petites fermes familiales. (*) En janvier 2003 débutait *Utthan*, un projet de six ans financé par la coopération britannique qui va analyser les méthodes de travail de toutes les organisations engagées dans la lutte contre la pauvreté dans le pays, évaluer leurs résultats et déboucher sur une publication. Avec notre partenaire népalais HURON, nous avons remporté un appel d'offres lancé en 2002 par DFID. C'est la première fois que le CECI obtient des fonds du gouvernement britannique, qui a récemment délié certains de ses programmes d'aide. Dans le sud du pays, près de 4 000 familles paysannes ont acquis le savoir-faire et la technologie à bon marché pour exploiter la nappe phréatique peu profonde et mis leurs champs en



()))) EN AOÛT 2002, LES DISTRICTS DE DHANUSHA ET MAHOTTARI, DANS LE SUD DU NÉPAL, ONT ÉTÉ DÉVASTÉS PAR DES PLUIES DILUVIENNES, DES INONDATIONS ET DES GLISSEMENTS DE TERRAIN. PLUS DE 160 000 PERSONNES ONT BÉNÉFICIÉ DES ACTIONS DE RECONSTRUCTION OU DE RÉHABILITATION MISES EN ŒUVRE PAR L'ÉQUIPE DU PROJET UPKAR, « AIDER LES AUTRES », ENTRE OCTOBRE 2002 ET AVRIL 2003. CE PROJET A ÉTÉ FINANCÉ PAR NOS DONATEURS. PHOTO : CECI-NÉPAL

culture toute l'année, accroissant les rendements de plus de 200%. Le projet *Community Ground Water Irrigation Sector Project* (CGISP) est financé par le **gouvernement du Népal**, la **BasD** et l'**ACDI**.

Au **Vietnam**, le CECI a été l'une des premières ONG étrangères à se joindre au Partenariat national pour l'atténuation des désastres et à s'engager concrètement dans le renforcement des capacités locales via le projet *Capacity Adaptation for Climate Change* (CACC), financé par l'**ACDI**. Parmi les initiatives coordonnées par le CECI dans le pays, le projet *Integrated Livelihood for Mountain Communities* (ILMC) mené dans la province de Than Hoa avec des fonds de l'**ACDI** se démarque par ses résultats. Par exemple, le taux de malnutrition a chuté de 44 à 27% chez les enfants de moins de 5 ans dans dix communes à plus forte incidence. Des petits projets d'infrastructure ont été complétés dans 30 communes : 5 adductions d'eau potable, 65 centres préscolaires et 63 périmètres agricoles, d'où 22% de plus de surfaces irriguées. Forts de leurs nouveaux acquis, nombre de familles paysannes ont triplé leurs rendements pour le riz et le maïs. Vingt-huit organisations d'épargne crédit ont été mises en place, avec près de 4 000 membres. Plus de 2 250 petits prêts ont été accordés pour des activités lucratives, 72% des bénéficiaires étant des femmes. Le taux de remboursement a été de 98%. Le projet est co-

géré par deux gouvernements locaux et par une équipe du CECI depuis 2001.

Au **Cambodge**, le CECI poursuit son travail de renforcement des capacités à travers des transferts ponctuels de savoir-faire. Plus de 20 institutions privées et publiques ainsi que des organisations internationales desservant les communautés ont bénéficié de l'appui de 50 volontaires, dont 46 jeunes stagiaires australiens, dits *Australian Youth Ambassadors*. Ce programme est financé par **AusAID**, l'agence bilatérale australienne. (**) En fin d'année, notre équipe finalisait les documents en vue d'un futur projet endossé par la **Fondation Jules et Paul-Émile Léger** (Montréal) pour aider des femmes pauvres vivant de prostitution à préserver leur santé, contrer l'expansion du sida et gagner leur vie autrement.



()))) JANE WELSH, VOLONTAIRE AYA, EN APPUI À L'ASSOCIATION CAMBODGIENNE DES AVEUGLES, PHNOM PENH. PHOTO : NILE PRAGUE

(*) Il s'agit d'un projet complété en 2002 : **MARD**, *Market Access for Rural Development*.

(**) Depuis 2001, le CECI-Asie encadre des jeunes volontaires australiens affectés par *Austraining* (Adelaide) au Népal, au Vietnam et au Cambodge. En 2002-03, 36 et 19 AYA ont fait un stage au Vietnam (à HCMC aussi bien qu'à Hanoi) et au Népal respectivement.

()))) LES PROJETS CBED (1995-2002) ET CHI (1998-2003) : EFFETS DURABLES DANS L'OUEST DU NÉPAL

Quelque 200 000 personnes ont profité des retombées de deux initiatives financées par l'**ACDI** dans trois districts isolés de l'ouest du **Népal**: Jumla, Baitadi et Dadeldhura. Le projet *Community-Based Economic Development* a suscité la mise en place de 606 groupements: 339 pour la production (GdP), 106 pour l'épargne et le crédit (GÉC) et 161 pour l'exploitation des ressources forestières (GERF). Selon une évaluation récente, 24% d'entre eux sont « autonomes », 46% sont en voie de l'être et aucun ne demeure en émergence. Les 8 000 membres des GdP ont mis en marché plus de 6 000 tonnes de produits agricoles en 2001-02. Les recettes ont été de 12 250 rupee en moyenne par ménage (4 800 en 1996-97). Fin 2002, les GERF regroupaient 11 900 membres (2 464 en 1996-97) et 92 GERF s'étaient constitués en entité légale. Forts de leurs 15 600 membres, les 106 GÉC avaient accumulé en 2002 des épargnes de 28,4 millions de rupee (environ 600 000\$ canadiens). En 1996-97, les avoirs collectifs de ces groupements, alors moins nombreux, s'élevaient à peine à 11 000 rupee par groupement.*

Dans le cadre de la *Community Health Initiative*, plus de 8 000 ménages (environ 50 000 personnes) ont désormais accès à l'eau potable par suite de la construction ou réhabilitation de 157 systèmes d'adduction d'eau. On a constaté que 92% de ces systèmes sont bien entretenus. Quelque 14 600 latrines ont été installées, dont 99% sont effectivement utilisées. D'où une baisse de 42% des cas de dysenterie chez les enfants. Le volet Éducation nutritionnelle du projet couvrait 447 villages et hameaux. Près de 22 000 enfants de moins de 5 ans souffrant de sous-alimentation sévère ont été réhabilités. De 65 à 70% des futures mères ou des femmes ayant un nourrisson ont bénéficié de suppléments nutritionnels. En 2003, l'**ACDI** a accepté d'appuyer le CECI dans une autre initiative destinée à faire reculer la pauvreté encore davantage dans l'ouest du Népal.

* Ces résultats ont récemment attiré l'attention du *Consultative Group to Assist the Poorest* (CGAP) à Washington.

COLLECTE DE FONDS

787 823 \$

Tel est le montant qu'ont rapporté la campagne générale et les campagnes humanitaires. Du total, 313 630 \$ sont allés à des projets humanitaires : inondations au Népal, réfugiés en Afrique de l'Ouest... ; 163 050 \$ sont liés à des projets ou au programme de coopération volontaire dans son ensemble ; et 311 143 \$ sont constitués de dons non liés alloués à divers projets selon les besoins. Les communautés et institutions religieuses ont fourni plus de 80% des revenus de collecte de fonds. Une quarantaine d'entre elles ont répondu à notre invitation à l'occasion d'un événement spécial que nous avons tenu en février 2003 dans le cadre de la Semaine du développement international. Cet événement nous a permis de redécouvrir et de raffermir les liens et idéaux qui nous unissent.

NB : Aux États financiers, le montant constaté à titre de revenu s'est élevé à 884 268 \$, conformément aux conventions comptables (note 2 des États financiers).



MME RITA DIONNE-MARSOLAI, MEMBRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC, REMETTANT UN DON AU DIRECTEUR GÉNÉRAL DU CECI. ELLE REPRÉSENTE LA CIRCONSCRIPTION DE ROSEMONT, OÙ NOS BUREAUX SONT SITUÉS. PHOTO : GILLES ST-AMAND (CECI)

MERCI À TOUS NOS DONATEURS

Nous exprimons notre reconnaissance à toutes les personnes physiques et morales qui ont fait un don au CECI en 2002-2003. Quel qu'en soit le montant, tout don que nous recevons est précieux. Voici la liste des donateurs ayant contribué 500 \$ ou plus, hormis ceux ayant préféré l'anonymat :

Aéroports de Montréal - Augustines de la Miséricorde de Jésus - Jean-Bruno Beaugard - Patricia Borlace - Thérèse Bouchard - Caisse Centrale Desjardins - Carmélites Déchaussées - Michel Chaurette - Cisterciens Trappistes - Clercs de Saint-Viateur - David Cliche - Collège de Montréal - Congrégation de Notre-Dame - Congrégation de Notre-Dame du Saint-Rosaire - Congrégation du Très-Saint-Sacrement - Corporation of the Sisters of St. Martha - Del Degan Massé & Associés inc. - Guy Desjardins - Rita Dionne-Marsolais - Suzanne et Maurice Dongier - Noëlla Dumont-Lévesque - Fabrique de la paroisse La Résurrection - Joseph Facal - Faithful Companions of Jesus - Céline et Benoit Faucher - Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus - Filles de Marie-de-l'Assomption - Filles du Cœur de Marie - Filles Réparatrices du Divin Cœur - Fondation du Festin de la Saint-Hubert - Fondation Émilie Jauron - Fondation Internationale Roncalli - Fondation O'Sullivan - Fondation Thomas-Léon Tremblay - Fonds d'Aide F.É.C. - Franciscaines Missionnaires de l'Immaculée-Conception - Frères de Saint-Gabriel du Canada - Camille Gardner - Linda Goupil - Suzie-Jacynthe Gravel - Pierre Juneau - Kola Note inc. - L'Aide aux Missions - Hélène Leblanc - Les Filles de Jésus - Pierre Lessard - Marcel Lévesque - Norman MacIsaac - Pauline Marois - Oblates Franciscaines de Saint-Joseph - Œuvres Caritatives Les Filles de Jésus - Lucie Papineau - Pères Jésuites Claude Perras - Petites Filles de Saint-Joseph - Petites Franciscaines de Marie - Fernand Potvin - Providence of Saint Vincent de Paul - Religieuses de Jésus-Marie - Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph - Religieuses Trinitaires - Jean-Marie Roy - Danielle Sauvage - Sisters of Charity of the Immaculate Conception - Société des Missions Étrangères - Society of the Sacred Heart (Canada) - Sœurs Antoniennes de Marie - Sœurs de la Charité de Québec - Sœurs de la Charité d'Ottawa - Sœurs de la Présentation de Marie - Sœurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge - Sœurs de l'Immaculée de Gênes - Sœurs de la Miséricorde - Sœurs de Notre-Dame du Perpétuel-Secours - Sœurs de Sainte-Croix - Sœurs de Sainte-Famille de Bordeaux - Sœurs de Saint-François d'Assise - Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Vallier - Sœurs de Saint-Paul de Chartres - Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie - Sœurs des Saints-Cœurs de Jésus et de Marie - Sœurs du Sauveur - Sœurs Grises de Montréal - Sœurs Missionnaires de l'Immaculée-Conception - Sœurs Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe - Sœurs Servantes du Saint-Cœur de Marie - René T. Tremblay - Rémy Trudel - Université du Québec à Hull - Ursulines de l'Union Canadienne - Jean Vincelette

787 823 \$

Rapport des vérificateurs

Aux membres du conseil du Centre d'étude et de coopération internationale

Nous avons vérifié le bilan du Centre d'étude et de coopération internationale au 31 mars 2003 et les états des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Centre. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Centre au 31 mars 2003 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Samson Bélair / Orlotte & Touche

Comptables agréés
Le 30 mai 2003

État des résultats

de l'exercice terminé le 31 mars 2003

| | 2003 | 2002 |
|--|-------------------|------------|
| | \$ | \$ |
| Produits | | |
| ACDI Partenariat | 6 252 994 | 6 389 731 |
| ACDI Bilatéral et autres | 15 297 476 | 16 689 945 |
| Autres bailleurs de fonds | 8 637 010 | 11 617 774 |
| Dons | 884 268 | 1 384 686 |
| Contributions sous forme de services rendus (note 7) | 4 113 852 | 4 076 047 |
| Autres revenus | 420 937 | 248 123 |
| | 35 606 537 | 40 406 306 |
| Charges | | |
| Directions et services | 6 353 722 | 6 341 335 |
| Programmes | 24 896 574 | 29 725 240 |
| Contributions sous forme de services rendus (note 7) | 4 113 852 | 4 076 047 |
| Amortissement | 175 251 | 124 348 |
| | 35 539 399 | 40 266 970 |
| Excédent des produits sur les charges | 67 138 | 139 336 |

État de l'évolution des actifs nets

de l'exercice terminé le 31 mars 2003

| | Investis en immobilisations | Reçus à titre de dotation | Non affectés | Total | |
|---|--------------------------------|------------------------------|-----------------|------------------|-----------|
| | \$ | \$ (note 6) | \$ | 2003 | 2002 |
| | | | | \$ | \$ |
| Solde au début | 976 080 | 437 530 | 1 179 947 | 2 593 557 | 2 454 221 |
| Excédent (insuffisance) des produits sur les charges | (175 251) | - | 242 389 | 67 138 | 139 336 |
| Investissement en immobilisations, net du financement et des apports reportés | 742 853 | - | (742 853) | - | - |
| Solde à la fin | 1 543 682 | 437 530 | 679 483 | 2 660 695 | 2 593 557 |

Bilan

au 31 mars 2003

| | 2003 | 2002 |
|---|------------------|-----------|
| | \$ | \$ |
| Actif | | |
| À court terme | | |
| Encaisse | 3 382 384 | 4 700 089 |
| Placements temporaires | 112 500 | - |
| Débiteurs | 879 296 | 2 125 234 |
| Charges payées d'avance | 730 125 | 643 942 |
| | 5 104 305 | 7 469 265 |
| Placements (note 3) | 343 009 | 379 543 |
| Immobilisations (note 4) | 2 804 235 | 2 121 846 |
| | 8 251 549 | 9 970 654 |
| Passif | | |
| À court terme | | |
| Créiteurs et charges à payer | 966 681 | 1 317 171 |
| Apports reportés | | |
| ACDI (déduction faite d'un débiteur de 1 192 752 \$; 688 744 \$ en 2002) | 778 421 | 2 529 956 |
| Autres | 2 585 199 | 2 384 204 |
| Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (note 5) | 51 100 | 51 100 |
| | 4 381 401 | 6 282 431 |
| Apports reportés afférents aux immobilisations | 147 878 | 153 241 |
| Dette à long terme (note 5) | 1 061 575 | 941 425 |
| Actifs nets | | |
| Investis en immobilisations | 1 543 682 | 976 080 |
| Reçus à titre de dotation (note 6) | 437 530 | 437 530 |
| Non affectés | 679 483 | 1 179 947 |
| | 2 660 695 | 2 593 557 |
| | 8 251 549 | 9 970 654 |

État des flux de trésorerie

de l'exercice terminé le 31 mars 2003

| | 2003 | 2002 |
|---|------------------|-------------|
| | \$ | \$ |
| Activités d'exploitation | | |
| Excédent des produits sur les charges | 67 138 | 139 336 |
| Ajustements pour : | | |
| Dévaluation de placements | 47 000 | - |
| Amortissement | 175 251 | 124 348 |
| | 289 389 | 263 684 |
| Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation (note 8) | (741 275) | (4 538 475) |
| | (451 886) | (4 274 791) |
| Activités de financement | | |
| Augmentation de la dette à long terme | 120 150 | 992 525 |
| Dons liés à l'acquisition de l'immeuble | (5 363) | 153 241 |
| | 114 787 | 1 145 766 |
| Activités d'investissement | | |
| Acquisition de placements | (10 466) | (17 208) |
| Acquisition d'immobilisations | (857 640) | (1 401 623) |
| | (868 106) | (1 418 831) |
| Diminution des espèces et quasi-espèces | (1 205 205) | (4 547 856) |
| Espèces et quasi-espèces au début | 4 700 089 | 9 247 945 |
| Espèces et quasi-espèces à la fin | 3 494 884 | 4 700 089 |
| Les espèces et quasi-espèces comprennent l'encaisse et les placements temporaires. | | |
| Information supplémentaire | | |
| Intérêts payés | 13 255 | 11 140 |

Notes complémentaires

de l'exercice terminé le 31 mars 2003

1. Description de l'organisme

Le Centre d'étude et de coopération internationale est constitué en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* du Québec.

Il participe à des activités de développement économique, social et culturel dans les pays du Tiers-Monde par la formation et l'envoi de coopérants volontaires et d'assistants techniques, la réalisation de projets, la recherche et la publication d'ouvrages spécialisés.

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada et tiennent compte des principales conventions comptables suivantes :

a) *Constatation des produits*

Le Centre applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée. Les apports reçus à titre de dotation sont constatés à titre d'augmentations directes des actifs nets.

b) *Constatation des opérations étrangères*

Le Centre comptabilise ses charges suivant les pratiques comptables reconnues pour ce genre d'organisme :

i) Les achats d'immobilisations engagées pour les activités outre-mer sont imputés comme charges d'exploitation, à l'exception des immobilisations des directions régionales qui sont capitalisées depuis le 1^{er} avril 2002.

ii) Les charges outre-mer sont comptabilisées lorsqu'elles sont déboursées.

iii) Les gains ou les pertes relatifs aux fluctuations des taux de change sont imputés aux programmes dans lesquels ils sont réalisés.

iv) Les autres contributions à l'assistance technique du programme de volontariat et de partenariat représentent la participation des partenaires outre-mer aux allocations de séjour et au logement des volontaires.

c) *Espèces et quasi-espèces*

Les espèces et quasi-espèces comprennent l'encaisse et les placements à court terme dans des instruments du marché monétaire dont l'échéance est de trois mois ou moins.

d) *Immobilisations*

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties selon les méthodes et les taux suivants :

| | | |
|-------------------------|-----------|--------------|
| Bâtiment | linéaire | 4 % |
| Bibliothèque | linéaire | 5 % |
| Mobilier et équipement | dégressif | 20 % et 30 % |
| Améliorations locatives | linéaire | 20 % |
| Matériel audiovisuel | dégressif | 20 % |
| Matériel roulant | dégressif | 30 % |

3. Placements

| | 2003 | | 2002 | |
|-----------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | Valeur comptable | Valeur au marché | Valeur comptable | Valeur au marché |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Marché monétaire | 13 250 | 13 228 | 15 656 | 15 656 |
| Obligations et débetures | 171 739 | 176 487 | 161 949 | 162 433 |
| Fonds d'actions canadiennes | 132 238 | 109 892 | 168 104 | 137 365 |
| Fonds d'actions étrangères | 25 782 | 21 250 | 33 834 | 27 960 |
| | 343 009 | 320 857 | 379 543 | 343 414 |

4. Immobilisations

| | 2003 | | 2002 | |
|------------------------|------------------|----------------------|------------------------|------------------------|
| | Évaluation Coût | Amortissement cumulé | Valeur comptable nette | Valeur comptable nette |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Terrain | 869 445 | - | 869 445 | 869 445 |
| Bâtiment | 1 066 706 | 37 335 | 1 029 371 | 459 959 |
| Mobilier et équipement | 1 312 779 | 986 881 | 325 898 | 301 941 |
| Bibliothèque | 542 607 | 81 390 | 461 217 | 488 347 |
| Matériel audiovisuel | 35 718 | 33 996 | 1 722 | 2 154 |
| Matériel roulant | 137 155 | 20 573 | 116 582 | - |
| | 3 964 410 | 1 160 175 | 2 804 235 | 2 121 846 |

5. Dette à long terme

| | 2003 \$ | 2002 \$ |
|--|------------|------------|
| Emprunt garanti par une hypothèque de 1 ^{er} rang sur le bâtiment d'un montant maximum autorisé de 1 121 250 \$, remboursable par versements mensuels de 3 738 \$, plus les intérêts calculés au taux de 7,05 %, échéant le 15 janvier 2017 | 1 068 925 | 942 525 |
| Emprunt remboursable par versements annuels de 6 250 \$ plus les intérêts, échéant en décembre 2009 et portant intérêt à 0 % pour les trois premières années, 1 % la quatrième année, 2 % la cinquième année, 3 % la sixième année, 4 % la septième année et 5 % la huitième année | 43 750 | 50 000 |
| | 1 112 675 | 992 525 |
| Tranche échéant à moins d'un an | 51 100 | 51 100 |
| | 1 061 575 | 941 425 |

Les remboursements estimatifs en capital à effectuer au cours des prochains exercices sont les suivants :

| | \$ |
|------|--------|
| 2004 | 51 100 |
| 2005 | 51 100 |
| 2006 | 51 100 |
| 2007 | 51 100 |
| 2008 | 51 100 |

6. Actifs nets reçus à titre de dotation

Les actifs nets reçus à titre de dotation sont composés :

- d'un montant de 303 540 \$ grevé d'affectations d'origine externe en vertu desquelles les ressources doivent être conservées en permanence dans le Fonds Pelletier. Les revenus de placement afférents sont affectés au financement de projets visant l'éducation et la formation des filles et des femmes;
- d'un montant de 134 080 \$ grevé d'affectations d'origine externe en vertu desquelles les ressources doivent être conservées en permanence dans le Fonds Jean Bouchard. Les revenus de placement afférents sont affectés au financement de projets visant les besoins humains fondamentaux.

7. Contributions sous forme de services rendus

Les contributions sous forme de services rendus représentent la valeur de la contribution non rémunérée fournie par les coopérants volontaires. La valeur de cette contribution pour 2002-2003 est évaluée à 40 135 \$ (38 453 \$ pour 2001-2002). Ce montant a été obtenu à partir d'une étude réalisée en février 1994 et dont le résultat a été indexé selon l'indice des prix à la consommation pour 1995-1996 à 2002-2003. Le nombre de coopérants volontaires, exprimé en personne/année, est de 104 pour 2002-2003 et de 106 pour 2001-2002.

8. Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation

| | 2003 \$ | 2002 \$ |
|-------------------------------|-------------|-------------|
| Débiteurs | 1 245 938 | (148 575) |
| Charges payées d'avance | (86 183) | (383 740) |
| Créditeurs et charges à payer | (350 490) | 161 637 |
| Apports reportés | (1 550 540) | (4 167 797) |
| | (741 275) | (4 538 475) |

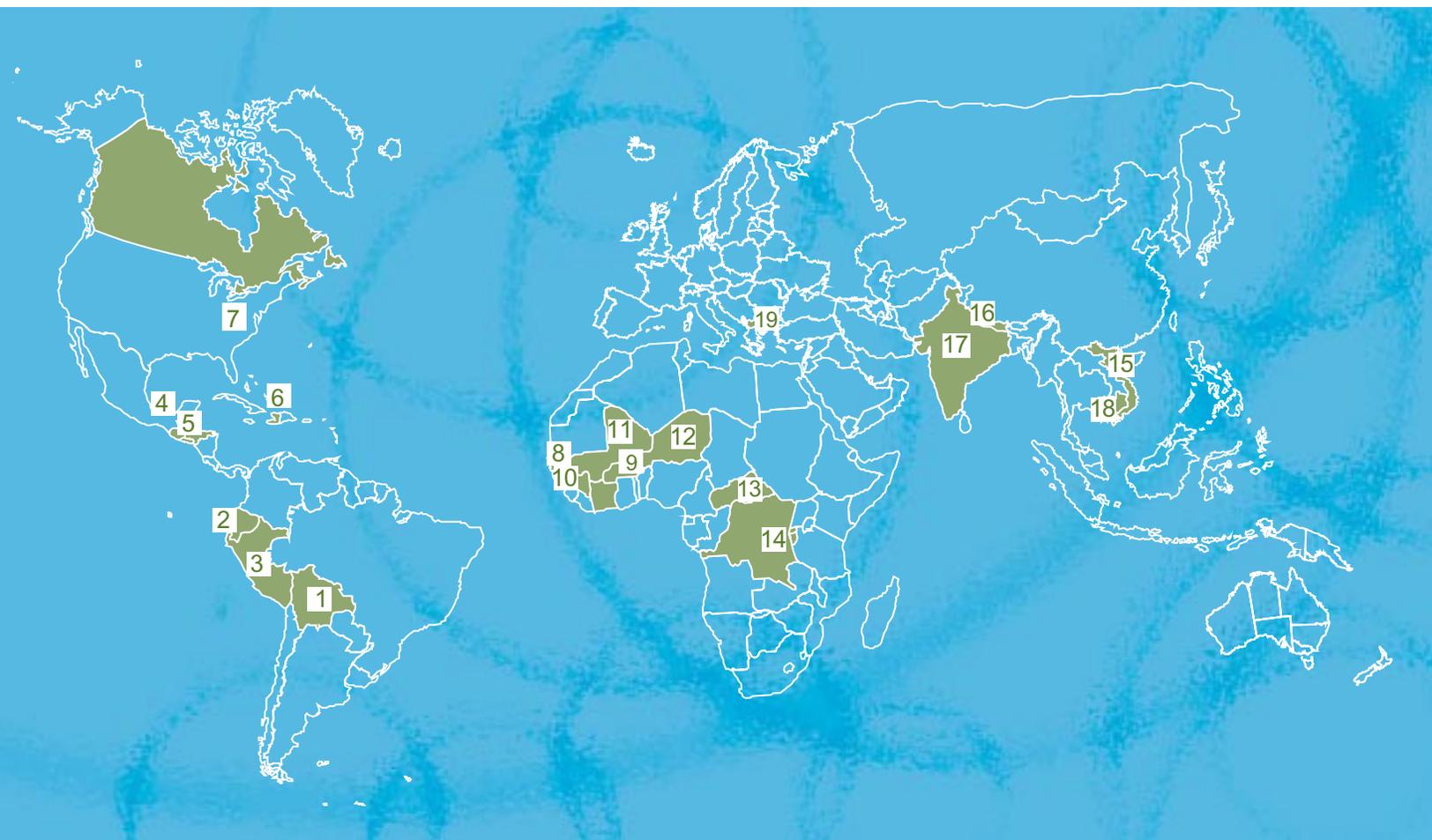
9. Engagements

Le Centre s'est engagé en vertu de contrats de location de locaux administratifs et d'équipements, renouvelables et non résiliables, à verser la somme de 152 297 \$ répartie comme suit :

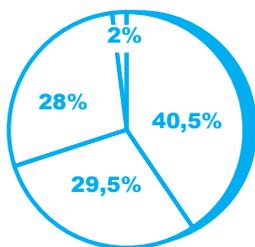
| | \$ |
|-----------|--------|
| 2003-2004 | 42 834 |
| 2004-2005 | 42 834 |
| 2005-2006 | 29 362 |
| 2006-2007 | 22 671 |
| 2007-2008 | 14 596 |

10. Eventualité

Le Centre a octroyé à l'ACDI, pour le financement de projets, deux lettres de crédit. L'une des lettres au montant de 125 000 \$ échoit le 31 octobre 2003 et l'autre, au montant de 200 000 \$, échoit le 31 décembre 2003.



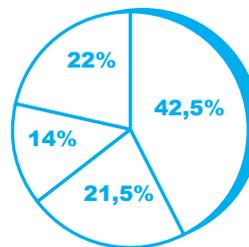
PROJETS ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION INTERNATIONALE EN 2002-2003 :



Ressources attribuées aux régions*

Afrique : 40,5%
Asie : 29,5%
Amérique : 28%
Europe de l'Est : 2%

* Incluant la valeur des services rendus par les volontaires



Ventilation des ressources par secteur*

Développement économique : 42,5%**
Développement social : 22%
Droits humains et développement démocratique : 21,5%
Action humanitaire* : 14%**

* Incluant la valeur des services rendus par les volontaires

** Incluant l'environnement

*** Reconstruction et réhabilitation, aide aux réfugiés

DIRECTION RÉGIONALE AMÉRIQUES

1)) Bolivie

Anne-Marie SAULNIER, directrice régionale
Jean LAFLAMME, directeur (Andes)
Pasaje Juan J. Salgueiro # 2347 - Sopocachi
Casilla Postal 13520
La Paz, BOLIVIA
Tél.: (591) 2.241.1767
Télééc.: (591) 2.241.2307

2)) Équateur

Fernando ROSERO, directeur
Calle Pontevedra # 509 y Guipuzcoa
Sector La Floresta
Casilla 17-17-464
Quito, ECUADOR
Tél. et télééc.: (593-2) 2521-262

3)) Pérou

Av. Primavera 1477
Monterico
Lima 33, PERÚ
Tél.: (511) 437-9441
Télééc.: (511) 435-9125

4)) Guatemala

Ana DE MENDEZ, directrice
2a Calle 15-29, Zona 13, Guatemala Ciudad
C.A. 01013, GUATEMALA
Tél.: (502) 360.3341
Télééc.: (502) 332.7065

5)) El Salvador

Alan QUINN, représentant
Centro Comercial Feria Rosa
Local 103-C
San Salvador, EL SALVADOR
Tél. et télééc.: (503) 243.2376

6)) Haïti

Guypsy MICHEL, directeur (Caraïbes)
9, rue M. Latortue, Delmas 48
B.P. 16104 Pétiou-Ville
Port-au-Prince, HAÏTI
Tél.: (509) 249-9555
Télééc.: (509) 249-9577

7)) États-Unis

David W. BROWN, délégué
1666 K Street N.W., 7th Floor
Washington D.C. USA 20006
Tél.: (202) 293.7601
Télééc.: (202) 887.7018

DIRECTION RÉGIONALE AFRIQUE

8)) Sénégal

Sylvain MATTE, directeur régional
Babacar GUEYE, directeur (Sénégal)
Boul. du Sud, Point E
B.P. 6112 Dakar, SÉNÉGAL
Tél.: (221) 8.256.414
Télééc.: (221) 8.253.238

9)) Burkina Faso

Adama OUÉDRAOGO, directeur
01 B.P. 3440 Ouagadougou
BURKINA FASO
Tél.: (226) 362.992
Télééc.: (226) 360.752

10)) Guinée, République de

Dian DIALLO, directeur
B.P. 1385 Conakry
RÉPUBLIQUE DE GUINÉE
Tél. et télééc.: (224) 423.997

11)) Mali

Mariétou D. DIABY, directrice
1085, rue 240, Quartier Hippodrome
B.P. 109 Bamako, MALI
Tél.: (223) 2.214.844
Télééc.: (223) 2.216.523

12)) Niger

Issoufou BOUBACAR, directeur
B.P. 889 Niamey, NIGER
Tél.: (227) 753.102
Télééc.: (227) 754.102

13)) République Centrafricaine

Florent ZOWOYA, chef de projet (Bangassou)
B.P. 788 Bangui
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

14)) Grands Lacs africains

Angèle AUBIN, représentante
(Rwanda, Burundi, République démocratique du Congo)
2, rue Ntaruka, quartier Kiyovu
B.P. 532 Kigali, RWANDA
Tél. et télééc.: (250) 5.76.018

DIRECTION RÉGIONALE ASIE

15)) Vietnam

François LAFRENIÈRE, directeur régional
Monique LAROSE, représentante au Vietnam
Block P, La Thanh Hotel, 218 Doi Can Street,
Ba Dinh District
IPO Box 233 Hanoi, VIETNAM
Tél.: (844) 762.8422
Télééc.: (844) 762.8423

16)) Népal

Kabita BHATTARAI, directrice
G.P.O. Box 2959 Baluwatar
Katmandou, NÉPAL
Tél.: (977) 1.414.430
Télééc.: (977) 1.413.256

17)) Inde

Norman McISAAC, représentant
241 - Vasant Bihar, Phase 1
Dehradun, Uttaranchal
248006 INDIA
Tél.: (91) 135.756.218
Télééc.: (91) 135.756.219

18)) Cambodge

Lyne CARON, représentante
91, Street No 21, Tonle Bassac, Chamkarmon
P.O. Box 2443 Phnom Penh - 3
Phnom Penh, CAMBODIA
Tél.: (855) 23.217.561
Télééc.: (855) 23.215.419

EUROPE DE L'EST

19)) Kosovo

Claudio RAMIREZ, chef de projet
a/s KDC
Str. "Dëshmoret e Lirisë no. 135"
Gjakovë, KOSOVO
Tél. et télééc.: (381) 390.26.374

BUREAU DE QUÉBEC

160, rue Saint-Joseph Est, Québec (Québec), CANADA G1K 3A7
Tél.: (418) 523-6552 Télééc.: (418) 523-7525 quebec@ceci.ca



3185, rue Rachel Est

Montréal (Québec), Canada H1W 1A3

Téléphone (514) 875-9911

Télex (514) 875-6469

info@ceci.ca

www.ceci.ca

*En mai 2002, le CECI s'est installé dans son nouveau siège social
sis dans l'est de Montréal.*

L'inauguration officielle a eu lieu le 12 juin.

Une activité « portes ouvertes » s'est également tenue en septembre.

